

# Le parlement grec échoue à élire le président de la République lors du premier tour de scrutin

Corinne Deloy

Résultats

## Résumé :

Comme attendu, le parlement grec a échoué à élire le successeur du président de la République sortant Carolos Papoulias le 17 décembre. Seul candidat en lice, Stavros Dimas, ancien commissaire européen à l'Environnement (2004-2010) et ancien ministre des Affaires étrangères (2011-2012), a recueilli les suffrages de 160 des 300 membres de la Vouli, chambre unique du Parlement. 135 ont voté contre sa candidature et 5 se sont abstenus. Ce résultat est considéré comme plus faible que celui qu'espérait le Premier ministre Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie, ND).

Stavros Dimas est en effet seulement parvenu à attirer les voix de 5 députés au-delà de la majorité gouvernementale forte de 155 députés et constituée de Nouvelle Démocratie et du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). Pour ce 1er tour de scrutin, comme pour le 2e tour qui se déroulera le 23 décembre prochain, un candidat doit recueillir la majorité des 2/3 des députés (soit 200 parlementaires) pour être élu.

Le Premier ministre Antonis Samaras s'est cependant déclaré confiant dans les chances de Stavros Dimas d'être élu à la présidence de la République à l'issue du 3e tour de scrutin (qui aura lieu le 29 décembre) où seule la majorité des 3/5e (soit 180 députés) est requise. « *Aujourd'hui, il s'agissait du 1er des 3 tours. Il nous en reste 2* » a déclaré le chef du gouvernement.

Le vice-premier ministre et dirigeant du PASOK, Evangelos Venizelos, en a appelé au consensus des députés du camp démocratique. « *Nous avançons jusqu'au 3e tour en tentant de rapprocher les partis du camp démocratique, conclure la négociation avec les créanciers ; les élections législatives seraient nuisibles aux intérêts grecs* » a-t-il souligné.

Les jours précédant l'élection présidentielle ont été agités. Antonis Samaras a qualifié le vote en faveur

de Stavros Dimas de « *choix pour éviter une aventure politique qui pourrait s'avérer fatale à l'évolution européenne de la Grèce* ». Il a mis en garde contre le risque d'instabilité politique qui pourrait découler de l'échec du Parlement à élire le chef de l'Etat avant la fin de l'année. Cet échec conduirait à une dissolution de la Vouli et à l'organisation d'élections législatives anticipées (fin janvier ou début février) qui compliqueraient les négociations avec la Troïka (FMI, Banque mondiale et Union européenne) sur la fin du 2e plan d'aide financière à Athènes. Par ailleurs, en cas de victoire de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) à un scrutin législatif anticipé, son dirigeant, Alexis Tsipras, disposerait d'une faible marge de manoeuvre pour négocier avec les créanciers de la Grèce.

Le dirigeant de SYRIZA a accusé Antonis Samaras, qu'il a qualifié de « *Premier ministre du chaos* », d'être capable de mettre en scène une fuite des capitaux pour attiser la peur des électeurs. « *La frénésie de peur répandue par le Premier ministre en personne est le dernier spasme avant la fin. Le compte à rebours a enfin commencé pour la coalition au pouvoir et la politique catastrophique qu'elle mène* » a déclaré Alexis Tsipras.

Une opinion partagée par Fotis Kouvelis, dirigeant de la Gauche démocratique (DIMAR), qui a indiqué que

le résultat du 1er tour de l'élection présidentielle ouvrirait la voie à de nouvelles élections législatives.

Les partis au pouvoir redoutent l'organisation d'élections législatives anticipées. «*Qu'arrivera-t-il si on fait fi de 5 années de sacrifices du peuple grec?*» s'est ainsi interrogée la députée et ancienne maire d'Athènes (2003-2006) Dora Bakoyannis (ND). Le ministre Dimitris Stamantis (ND) a accusé SYRIZA d'avoir une attitude dangereuse, «*poussant le pays aux élections une fois de plus en ignorant la volonté du peuple grec*». Il n'est toutefois pas certain que les Grecs soient opposés à un nouveau scrutin législatif.

Pour la première fois de son histoire, la Commission européenne s'est engagée dans la campagne électorale d'un Etat membre. Dans un entretien à la chaîne de télévision autrichienne ORF III, son président, Jean-Claude Juncker (Parti populaire, PPE), a appelé à voter contre les «*forces extrêmes*»

et en faveur de «*visages connus* (Stavros Dimas est un ancien commissaire européen) ». «*Les Grecs savent très bien ce qu'un mauvais résultat des élections signifierait sur la Grèce et la zone euro*» a-t-il affirmé. Autre signe de l'intérêt tout particulier de Bruxelles à l'égard de la situation grecque, la visite du commissaire aux Affaires économiques et monétaires, à la Fiscalité et à l'Union douanière, Pierre Moscovici (PS) à Athènes le 15 décembre.

«*Il est inimaginable, inadmissible que des instances européennes puissent afficher ouvertement à la veille d'un scrutin leur préférence pour tel ou tel parti. C'est du jamais vu.*» a déclaré l'historien Constantin Tsoukalas.

Le 2ème tour de scrutin du 23 décembre où la majorité des 2/3 des députés est requise devrait déboucher sur une nouvelle impasse. Le 3e et dernier tour qui aura lieu le 29 décembre constituera donc l'épreuve de vérité.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.